

Marginalité et insécurité dans la ville de Yaoundé : le cas de la Poste Centrale et ses environs

Juscar ndjounguep, Université de Yaoundé 1 (2011)

Résumé

Yaoundé, capitale politique du Cameroun est une ville située dans la région du centre, entre 3° 52' et 3° 57' N et 11° 27' et 11° 31' E. Au cœur de cette ville, notamment à la poste centrale, sévit une insécurité notoire due sans doute au caractère marginal de certains acteurs qui s'y trouve. De plus, la marginalité que subit cet espace urbain de nos jours est du à son caractère, abritant des services temporaires (comme le commerce et le transport). La permanence des SDF¹, une catégorie de marginalisation sociale, de nuit comme de jour rend cette zone de la capitale sensible aux problèmes de sécurité. Malgré les efforts du pouvoir politique² d'assainir ce centre urbain, le taux d'insécurité s'accroît chaque jour. Cette insécurité qui fait fréquemment débat dans les médias est liée à des questions de l'emploi, de logement, de délinquance, de santé et d'instabilité que connaît la plus part des villes du tiers monde en générale, et des quartiers urbains en particulier, à l'instar de ceux de Yaoundé au Cameroun. Résoudre le problème de l'insécurité dans ce quartier urbain comme partout d'ailleurs revient à intégrer les zones dites marginales dans ce qu'on peut appeler la sphère urbaine, car la marginalité de ce milieu ne permet pas le contrôle de toutes les activités et les échanges qui s'y trouvent. La résolution des problèmes que font face les populations cosmopolites de la poste centrale de Yaoundé et ses environs passe par une cartographie des zones marginales, une évaluation des causes de l'insécurité dans cette zone, afin de permettre au pouvoir public de mieux cerner le problème et y apporter des solutions.

Mots clés : insécurité, marginalité, sécurité, instabilité, zone marginale

¹ SDF : Sans Domicile Fixe encore appelé "NangaMboko" sont ceux qui errent dans les rues où ils vivent au quotidiens, abandonné à eux même.

² Le pouvoir public ici est le délégué du gouvernement qui depuis un certain temps a entrepris le déguerpissement des vendeurs à la sauvette dans ce centre sensible de la ville

Introduction

L'insécurité qui a régné au Cameroun entre fin 1999 et début 2000 a freiné la participation des habitants au développement et hypothéqué l'idéal de nouvelle gouvernance donnée par les dirigeants du pays. En fait, l'insécurité, véritable serpent des mers, empoisonne la vie de tout gouvernement. Etats-Unis, France, Afrique du sud..., le Cameroun n'échappe pas à son tour à cette spirale. Celle-ci a connu une augmentation exponentielle ces dernières années, la misère sociale et humaine n'y est pas étrangère. Cela fait des années qu'on en parle, qu'elle fait des victimes, qu'elle ne cesse de se développer, principalement dans les grands centres urbains du pays. La question à se poser d'emblée ici est de savoir pourquoi il y a insécurité, pourquoi celle-ci ne cesse de se développer. Et l'on verra, pour autant que l'on veuille l'admettre, que la violence et l'insécurité ont des racines sociales. La misère sociale et humaine, le désespoir, le chômage, l'injustice, le désarroi... poussent plus d'un à ces travers. Il y a assurément un noyau dur de hors la loi, contre lequel il convient de mener une lutte sans relâche; mais il y a une autre catégorie de citoyens qui croient, par désespoir et désenchantement, pour cause d'horizon social, humain et professionnel sans issue, qu'en prenant de tels raccourcis, ils parviendraient facilement à leurs desseins. Ceux-là aussi demandent à être "traités" par le gouvernement. Il convient alors de mener conjointement la lutte sur deux fronts : le front de l'insécurité et de la loi, et le front de la pauvreté et de la misère. Le tout-sécuritaire, seul, n'est certainement pas la solution au phénomène de l'insécurité. La multiplication de commissariats, même à l'échelon de chaque quartier de chaque ville, ne peut mettre à genou les desseins machiavéliques des sauvagions et autres délinquants notoires. Même en mettant un policier derrière chaque Camerounais, on viendrait difficilement à bout de ce fléau des temps modernes, qui est loin d'être l'apanage de notre seul pays.

Définition du sujet

Yaoundé, capital politique du Cameroun de par les multiples activités existantes sur son territoire connaît depuis près de 50 ans de nombreux types d'insécurité et de marginalité. Ces derniers sont dû à la l'obsolescence et l'étroitesse du Marché de l'emploi, l'accroissement du taux de chômage, de la pauvreté et des sans domiciles, tout ceci associé à la forte croissance de la population urbaine (2,4%). La forte concentration des activités commerciales et des services au centre urbain de Yaoundé a mis en place plusieurs types d'insécurité auxquels ces populations « nomades » s'y exposent tous les jours.

Justification du sujet

L'insécurité peut être vue comme "l'ensemble des agissements antisociaux tombant sous le coup de la loi pénale dans une aire géographique déterminée" (Kellens G., 1997). La marginalité économiquement, il se situe dans les sphères de la production (auto-subsistance, secteurs-refuges ou secteur informel urbain), de l'emploi (chômage officiel ou déguisé, sous-emploi), des échanges et de la consommation (participation réduite à l'économie marchande et faiblesse de la consommation en quantité et en qualité). Géographiquement, il en appelle à la notion de différenciation spatiale (ségrégation résidentielle ou discrimination spatiale), à l'inadéquation entre ressources valorisées et besoins fondamentaux des hommes aux confins de l'œkoumène, aux disparités spatiales de la modernisation aux diverses échelles d'analyse.

Au plan socio-économique, il peut caractériser le freinage, le blocage ou le refus des diverses modernisations proposées ou imposées par des acteurs extérieurs au groupe et au sous-espace considéré. Au plan socio-culturel, il peut qualifier le refus des valeurs ou des normes dominantes (ou l'impossibilité de les adopter), un repli, un ressourcement dans un patrimoine culturel endogène ou une "culture de pauvreté" (O.LEWIS). En termes politiques, il traduit la non-participation aux instances du pouvoir national, la non-intégration au système socio-politique dominant à tous les niveaux

De nos jours, les centres urbains du Cameroun sont les centres de nombreux cas d'insécurité. Ceci est cause principale de la dégradation de l'économie nationale qui a un impact sur les populations tant urbaines que rurales. La pauvreté sans cesse croissante a grossi la population urbaine et par conséquent le secteur informel où se développent toutes formes d'insécurité. De plus dans les centres urbains, les populations sont marginalisées, abandonnées à elle-même, par les pouvoirs publics non soucieux de l'état social et économique de la population.

Localisation de la zone d'étude

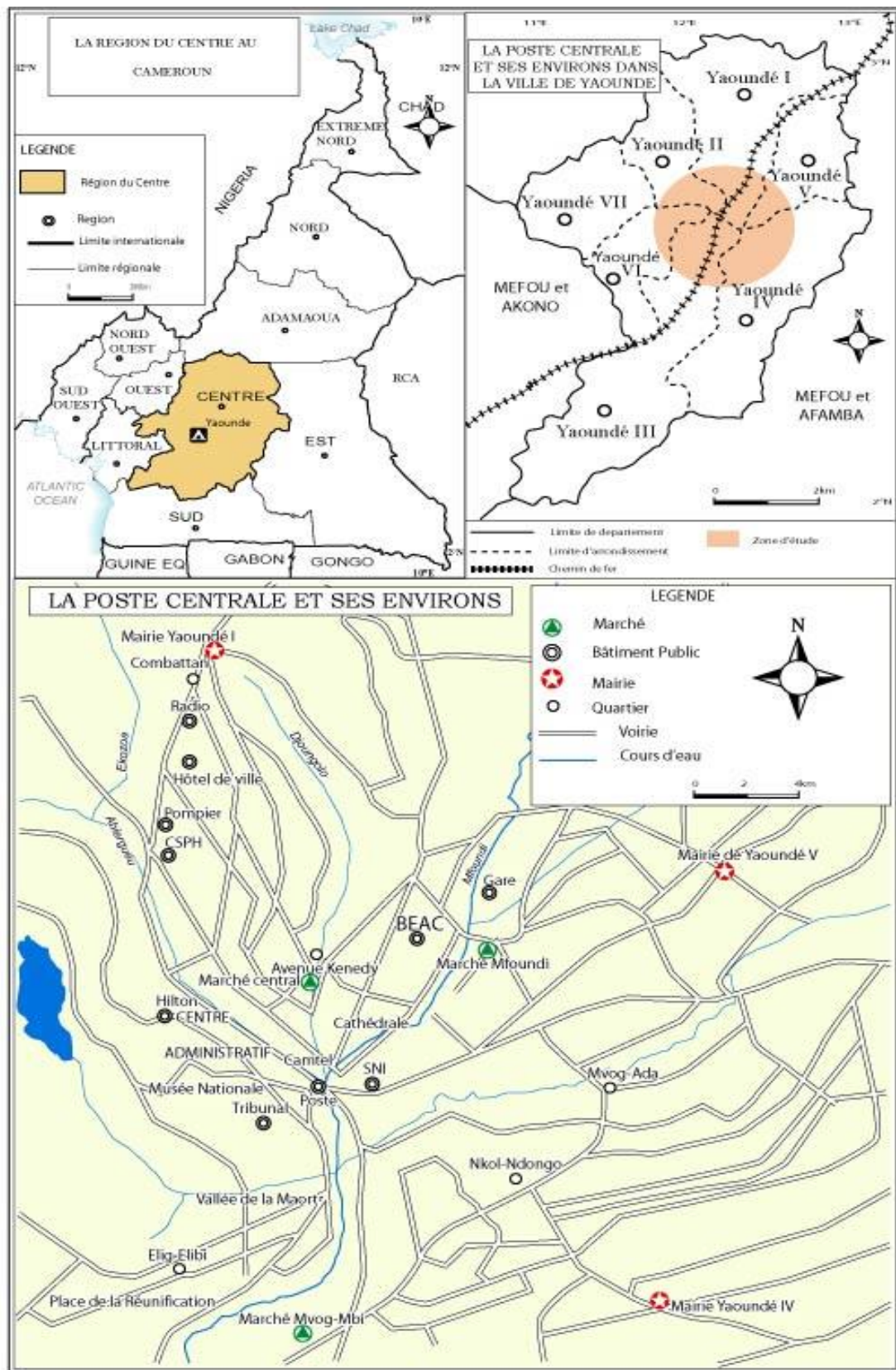


Figure n°1 : Localisation de la zone d'étude

Source : Adapté de la carte topographique du Cameroun, et CUY, 2011.

Intérêt de l'étude

En pratique, cette étude est un préalable à la mise en place ou à la construction, des solutions à liés à l'insécurité et de la marginalité au Cameroun. Les indices, causes et leur évolution dans le temps, indiqueront aux pouvoirs publics, aux collectivités locales, aux entreprises et aux ONG s'il est possible de contenir suffisamment l'activité criminelle et le désordre dans l'optique de permettre le fonctionnement d'un secteur politique et économique classique avec tout ce que cela implique comme application rigoureuse et équitable de la loi et comme sécurité des individus et de leurs biens.

Typologie de l'insécurité et de la marginalité dans la ville de Yaoundé

Typologie de la marginalité

Les populations du centre-ville de Yaoundé ainsi que ses environs connaissent la marginalité sociale, économique et politique. C'est ici que plus de 17% des couches défavorisées hères à de longueur de journée, dépravant les mœurs, violentant les populations. Ce centre, étant plus dominé par les centres commerciaux et des marchés (3 marchés), subit chaque fois le déplacement des petits commerçants qui, n'étant pas été délocalisé se livre chaque jour à la merci des agent de la communauté urbaine de Yaoundé. Ici, seuls les grands magasins sont supposés fonctionnés.

Typologie de l'insécurité

Dans le centre urbain de la ville de Yaoundé, on fait face à de nombreux risques qui ne cessent de mettre les populations (domiciliées ou de passage) dans ces lieu en perpétuel insécurité. Le tableau suivant nous montre quelques types d'insécurité qu'on y trouve :

Tableau n°1 : Quelques types d'insécurité rencontré dans le centre urbain de Yaoundé

Type d'insécurité	Effectif	%tage
Vol dans les véhicules	20	19,42
Séquestration dans les véhicules	30	29,13
Agressions à main armée	7	6,80
Séquestration des piétons	9	8,74
Vol des marchandises	5	4,85
Contre bande	19	18,45
Accidents	10	9,71
Embouteillage	3	2,91
Total	103	100

Source : Enquête de terrain, Septembre 2010.

De ce tableau, il ressort que parmi les types d'insécurité rencontré à la posté centrale, la séquestration dans les véhicules lors des embouteillages et au feu de signalisation à un taux de 29,13%, ensuite le vols dans les véhicules stationnés (19,42%), la contre bande (18,45%), les accidents (9,71%), la séquestration des piétons (8,74%), les agressions à main armée (6,80%), le vol des marchandises (4,85%) et les embouteillages(2,91%).

Il faut d'ailleurs noter que certains comme les agressions et la séquestration des piétons à lieu à plus de 60% au niveau des arrêts taxis et arrêt bus du centre urbain de Yaoundé et autour de 18h00. Ainsi, les populations de la ville de Yaoundé qui convergent chaque jours vers le centre-ville dans la quête d'un lendemain meilleurs sont en danger perpétuel face aux hors la loi qui errent en de longueur de journée pour attendre leur victime en soirée

Les autres types d'insécurité ont lieu dans les marchés et centres commerciaux (vol des marchandises, vols à main armée, contre bande) parfois à découvert. Ce qui met ces populations en perpétuel insécurité le long de leur séjour en ce milieu.

Marginalité et insécurité dans le centre urbain de Yaoundé

La marginalité est une énigme de la nature, le marginal est contre la nature, ne lui restant comme structure à son existence que la vie brute. Dans ce contexte qui peut être pris comme marginal dans cette sphère urbaine ?

Les révoltes de la jeunesse face à la société (comme celle de février 2008) admettent que les jeunes sont les plus marginaux en milieu urbain. Les générations antérieures déjà installées dans leur vie plus ou moins confortable montrent une plus grande acceptation des problèmes qui sont posés à l'intérieur de la société. Si les jeunes du centre urbain de Yaoundé sont marginalisés, cela peut être du fait qu'ils ne se sentent pas dans leur monde. Leur agressivité vis-à-vis leur entourage exprime le sentiment de malaise qu'il éprouve. Si l'on s'en tient qu'à cela, on voit que les interventions des pouvoirs publics dans but d'assainir le centre-ville de Yaoundé contribue à la marginalisation des jeunes jadis dans le milieu et qui exerçait déjà un petit métier pour leur survie. C'est de ces cas de marginalité que ressort la croissance de l'insécurité dans le centre urbain de Yaoundé, car l'assainissement de cet espace a vu naître de centaines d'homme et femme dans la rue. Ceci parce que les mesures d'accompagnement lors des programmes d'assainissement initiés par le délégué de la communauté urbaine n'ont pas été prises au départ.

L'insécurité au centre urbain de Yaoundé : état des lieux

Cette première partie tente de dresser l'état des lieux de l'insécurité à Yaoundé, d'en illustrer l'ampleur et d'en décrire les différentes formes et manifestations concrètes.

L'insécurité est illustrée, au cours de ces dix dernières années à Yaoundé par une série d'actes aussi violents que spectaculaires, entre autres : (Valentin NGA NDONGO, 2000).

- l'assassinat, en décembre 1999, du Trésorier Payeur d'Ebolowa, de passage à son domicile lui à Yaoundé ;
- l'agression contre l'Ambassadeur des États-Unis, non loin de sa résidence à Bastos ;
- de nombreuses agressions de citoyens à domicile ou dans des taxis en stationnement ou lors des arrêts aux feux de signalisation ;
- l'assassinat, début juillet 2000, à Biyem-Assi, d'un haut cadre de la société Bastos ;
- les bagarres entre les jeunes de la rues dans les marchés et au abord de voies publics.

Ces cas, dont la liste ne saurait être exhaustive, montrent que l'insécurité à Yaoundé ne relève plus de l'anecdote ou du fait divers mais qu'elle est devenue, en quelque sorte, une réalité de tous les jours. Mais l'ampleur exacte du phénomène mériterait sans doute d'être mieux cernée, mieux connue et évaluée, pour en prendre la juste mesure, en dehors de toute affabulation ou sous-estimation.

Les causes de l'insécurité au Cameroun

Quels sont, à présent, les causes de la délinquance de la violence et, partant, de l'insécurité ? Habituellement, on attribue l'insécurité urbaine à des causes d'ordre économique, sociales, environnementales et institutionnelles. De ce fait, à Yaoundé, l'insécurité s'inscrit dans le contexte d'une société en crise, avec pour indicateurs :

L'accroissement non planifié de la population urbaine

Yaoundé est passée de 72.000 habitants en 1960 à 1 700 000 en l'an 2000 et près de 2.000.000 en 2011. Cette situation démographique n'est pas sans effet sur le climat social dans une ville où évoluent, souvent dans la promiscuité et l'anonymat, une foule d'hommes et de femmes, cosmopolites et dont les itinéraires, les intérêts et les stratégies divergent, voire s'opposent et s'affrontent.

La vie en ville, une difficile insertion face au faible niveau économique des populations

Pour beaucoup de citoyens, il est vrai, vivre à Yaoundé s'apparente à un combat quotidien, une sorte de "struggle for life" (Valentin NGA NDONGO, 2000). La cruauté de la ville rejaillit, en particulier, sur la famille et la jeunesse.

Depuis la crise économique et les effets de l'ajustement structurel, la cellule familiale est entrée dans un processus de structuration accélérée, avec pour principales conséquences le relâchement de l'encadrement familial dû au faible pouvoir d'achat des ménages, l'affaiblissement de l'autorité parentale incapable désormais de subvenir aux besoins des enfants en matière d'alimentation, de santé et de scolarisation. Les parents ne pèsent plus beaucoup sur le processus de socialisation de leurs enfants qui très, vite, se fixent d'autres modèles et repères éthiques généralement proposés par des publications faisant l'apologie de la violence, du crime et de l'immoralité. (photo 1 et 2)



Photo 1 : Jeunes pousseurs au Marché Mfoundi. Ici, à notre passage, l'un incitait l'autre à la bagarre, dû au fait que les poches étaient en crise et manger midi était difficile.

Cliché : Ndjounguep J. Mars 2011.



Photo 1 : Jeunes débrouillards à l'entrée Sud du marché Mfoundi.

Parmi ceux-ci, il y en a qui passe la journée comme des vendeurs ambulants pourtant ils cherchent à identifier ou localiser une victime qu'il va informer sa bande pour une opération proche.

Cliché : Ndjounguep J. Mars 2011.

Jeunes en difficulté : chômage et fléaux sociaux

Caractéristique des jeunes du centre urbain de Yaoundé, ceux en échec viennent rejoindre, pour ainsi dire, dans la galère, les autres jeunes issus de l'exode rural et qui, fuyant leur village, sont arrivés en ville, en quête d'une amélioration de la vie, (selon le mot du chanteur André Marie TALA). Mais très vite, le jeune campagnard s'aperçoit que Yaoundé, vue du village, n'était qu'un mythe. Hormis l'individualisme, l'égoïsme et la rupture du lien social, il découvre qu'à Yaoundé, ville à vocation essentiellement administrative et politique, trouver un travail ou un emploi en dehors de la Fonction Publique n'est pas chose facile : 30 % des demandeurs d'emploi sont, depuis 1980, des jeunes de moins de 24 ans. Bien plus, exposé aux agressions dû au climat socioéconomique, le jeune en difficulté est aussi en proie non seulement à de nombreuses maladies contagieuses telles que les MST/SIDA et le paludisme mais aussi à des fléaux sociaux comme la prostitution, la toxicomanie, l'alcoolisme et la pédophilie. Les plus courageux d'entre les jeunes en difficultés s'orientent vers les activités du secteur informel, avec des succès relatifs, tandis que d'autres choisissent de devenir des vecteurs de la violence et de l'insécurité urbaines. A titre d'illustration, 27 % des détenus des prisons de Nkongengui sont des jeunes, citoyens pour la plupart, de moins de 18 ans (PNUD, 1998).

Photo 3 : Intervention de l'équipe de la sécurité du secteur Sud du Marché centrale au lieu entre CICAM et l'avenue Kennedy.

Ici, les agents de sécurité entendaient différentes parties pour ce qui était d'un véhicule mal stationné et un voleur de téléphone portable qui aurait dû forcer les pare brises de la dite voiture.

Cliché : Ndjounguep J. Mars 2011.

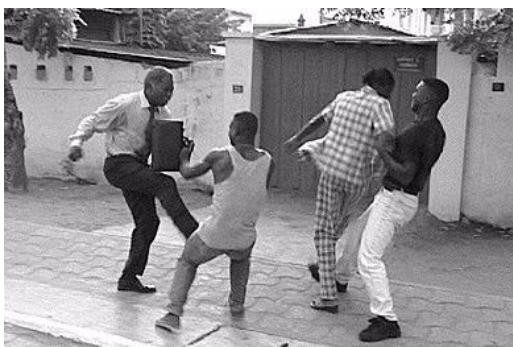


Photo 4 : Deux jeunes agressant un homme d'affaire et sont chauffeur de retour chez lui.

Cliché : Cameroun tribune, juillet 1999.

Si les explosions de violences urbaines sont souvent déclenchées par des rumeurs de bavure policière ou par quelques abus d'autorité tels que des fouilles considérées comme injustifiées, les dégradations et agressions commises plus généralement par les jeunes dans l'espace de la poste centrale de Yaoundé ont plusieurs causes croisées qui deviennent souvent leur conséquence dans une série de cercles vicieux engendrant une paupérisation. Ces causes sont entre autres :

Marginalité sociale et pauvreté

De tout ce qui précède, il convient sans doute d'ajouter l'exclusion sociale et la pauvreté qui sont le lot quotidien de la majorité des citoyens. Exclusion et pauvreté s'expriment en termes de chômage certes, mais surtout d'inaccessibilité aux services sociaux les plus élémentaires : eau potable, électricité, téléphone, logement etc. Certains secteurs de la ville sont tellement enclavés et sous-équipés qu'ils s'apparentent à ces zones de non droit qu'on rencontre dans les favélas en Amérique Latine, (DOLLFUS Olivier,1998), les "*populations sont les proies de groupes insurgés, de bandes armées, qui se combattent et qui prennent en otage ces populations*". L'exemple de Yaoundé (quartier Briqueterie ou alentours de l'immeuble dit de la mort, avant sa sécurisation par la construction d'une clôture et le début de sa réhabilitation, l'avenue Kennedy, les abords du marché central, Mvogt Atangana Mballa, Oledzoa et le Quartier Ministériel) illustrent bien ce propos et montrent le degré atteint par l'insécurité dans cette métropole.

Certaines familles et certains individus vivent dans un dénuement, dans un état de pauvreté telle qu'ils n'ont pas souvent d'autre solution que d'aller voler : "*Quand un jeune a faim, il n'écoute plus les conseils que vous lui prodiguez, ou l'éducation que vous lui donnez. Il s'en va voler pour vivre. Ces jeunes ont un problème essentiel : c'est l'alimentation*" (M. ZINGUI de l'ASSEJA,2008). D'autres recourent à la prostitution, qui peut devenir ainsi pour la famille, la seule source de revenus : on pratique la prostitution pour vivre et faire vivre sa famille, descendante, ascendante ou collatérale avec tous les risques du métier.

Les écarts entre le niveau sociale

On peut, certes, n'établir aucune relation de cause à effet, entre la pauvreté et l'insécurité : "la pauvreté ne constitue pas une cause de la délinquance" (F.VANDERSCHUREN, 2000 : 3), Il n'en demeure pas moins que la crise économique aidant, on assiste comme à un élargissement de la fracture sociale, avec certaines populations de plus en plus pauvres et démunies et des d'autres de plus en plus riches qui au demeurant, n'hésitent pas à exposer, de manière provocante, leurs richesses et leurs biens souvent mal acquis, entraînant ainsi l'"*irruption*" (Jean.Marc ELA, 1998) ou la révolte des pauvres.



Photo 4 et 5 : Présence des mendiants aux abords de la poste centrale (A) et autour de la CAMAIR (B) cliché Ndjounguep Juscar, janvier 2011

À ces endroits, prolifèrent de nombreux mendiants qui s'y installent à longueur de journée, assise à côté pour quémander au passant. Ceux-ci ne choisissent que les lieux publics notamment aux abords des ministères, lieu d'abondance de la population, et les lieux où les embouteillages sont

fréquents. On les accuse dans la plus part d'avoir volé les passants ou d'avoir commis des crimes car nombre d'entre eux ne sont pas réellement handicapé comme on le pense.

La mondialisation

La mondialisation, caractérisée notamment par la globalisation, n'est pas sans lien avec l'insécurité. La globalisation des économies entraîne aussi la globalisation de la culture, à travers les inforoutes. Il en résulte nécessairement une transversalité et une transnationalité des phénomènes tels que la violence, la circulation des armes, les réseaux de drogues etc. Le Cameroun (et la ville de Yaoundé) n'est plus, comme hier, un simple pays(ville) de transit de la drogue, il est devenu, notamment à travers les jeunes en difficulté des villes, un pays (une ville) de consommation.

LES VECTEURS DE L'INSÉCURITÉ

On peut distinguer, parmi les vecteurs de l'insécurité dans le centre urbain de Yaoundé :

- des groupes sociaux
- des zones à risque et quartiers chauds
- des points chauds de la circulation

Principaux groupes sociaux liés à l'insécurité :

Il s'agit notamment :

- des jeunes en difficulté qui recourent à la violence ou à la délinquance comme solution à leur situation (jeunes désœuvrés, sans emploi, enfants de la rue, prostituées etc) ; on les trouve ici le long des rues du centre-ville de Yaoundé notamment aux abords des centres commerciaux, à l'intérieur des marchés (Mvog-Mbi, Mokolo, Mfoundi et Marché central).
- des mendiants installés aux abords des grandes surfaces et établissements de commerce, autour de la poste centrale, devant la voirie municipale, autour des marchés et qui souvent, n'hésitent pas à agresser les passants pour être servis ;
- des fous qui circulent librement au centre-ville et dont certains sont particulièrement agressifs : le 7 juillet 2000, l'un d'eux a brisé le pare-brise arrière de la voiture d'un enseignant au lieu dit Immeuble de la mort
- Des chauffeurs de taxis, surtout les remplaçants, qu'on appelle "attaquants" et dont certains, de l'avis du Commissaire Central, (entretien du 12 juillet) auraient partie liée avec des gangs (certains de ceux-ci opèrent à bord de taxis).

Des tribus ou ethnies à risque

L'imagerie populaire et certaines études tentent à montrer qu'il existerait des peuples ayant des prédispositions ou une certaine propension soit à la délinquance, soit à la criminalité. C'est ainsi, par exemple, que :

- les Bamiléké sont indexés pour l'insalubrité (A.S. ZOA, 1995)
- les Ewondo et les Boulou sont indexés pour l'alcoolisme,
- les Eton et les Moundang sont considérés comme auteurs principaux des violences conjugales (F. BOPDA, 1997) ;
- les Bassa passant pour être palabreurs et fermés à toute négociation ;

- les peuples du Grand Nord portés vers l'usage systématique des armes blanches
- certains étrangers (Nigériens, Rwandais, Burundais) sont aussi mal perçus, et soupçonnés d'être liés au trafic des ossements humains.

Ces images sont sans doute exagérées. Mais la culture ethnique ne disparaît pas totalement en ville, et "certains Africains vivent en ville, avec une âme d'indigènes" (ELA J.M., 1983). Le centre urbain de Yaoundé étant un Cameroun en miniature³.

Principales zones à risques

L'insécurité peut être considérée comme un « risque », au même titre que les risques naturels ou technologiques, les conflits armés, etc. À ce titre, certaines études vont tenter de réaliser une « cartographie » de l'insécurité. Cette approche s'entend surtout dans le cadre de l'insécurité en milieu urbain, et confine au recensement des lieux où l'insécurité et/ou les « incivilités » ont soit le plus de chance d'arriver, soit arrivent le plus souvent. Dans cette optique, on peut citer la typologie proposée par Dubois-Maury et Chaline en 2000 concernant les types de zones où l'insécurité est susceptible d'apparaître :

- Les zones en état de dysfonctionnement socioéconomique, le cas de la poste centrale et ses environs ;
- Les lieux de concentration temporaire de population et de convergence des modes de transport (cas de l'avenue Kennedy, du marché centrale, du marché mokolo, et du quartier ministériel ;
- Les transports en commun (les arrêts taxis et bus, les têtes de ligne des moto-taxis.

Les zones à risque comprennent points chauds de la circulation, les marchés et le long du chemin de fer qui traverse cet espace, des quartiers chauds

Points chauds de la circulation

L'état de la voirie ajouté au comportement délinquant des citoyens et des chauffeurs génère des difficultés au niveau de la mobilité urbaine et de la fluidité du trafic, avec pour manifestations de nombreux points chauds et embouteillages :

- Mvog- Ada
- Carrefour Mvog-Mbi, à la sortie Sud de la ville
- Zone intérieure du Marché Central
- Marché du Mfoundi
- Marché d'Essos
- Marché de Mokolo
- Carrefour Mvog AntanganaMballa

Voilà, brièvement présenté, l'état des lieux de l'insécurité. Mais quelle est l'attitude ou la réaction des différents acteurs sociaux face à l'insécurité ? Quels types de réponse donnent-ils à ce phénomène ?

LES ACTEURS ET LEURS STRATÉGIES FACE À LA VIOLENCE

Sans être exhaustif, on peut identifier un certain nombre des catégories d'acteurs urbains clés qui essaient de s'organiser contre l'insécurité dans le centre-ville de Yaoundé, à savoir :

³ Pour dire un centre où on retrouve presque tous les tribus du Cameroun.

- l'État, pouvoirs public (les équipes du contrôle et d'assainissement de la communauté urbaine)
- la société civile (les agents des diverses sociétés de gardiennage)
- les autorités morales et traditionnelles
- la population

L'action de l'État

Dans le cadre de l'action de l'État dont l'une des missions régaliennes est d'assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, il y a lieu de retenir d'une part, les engagements et les décisions du Président de la République et, d'autre part, les actions des départements ministériels. Le Chef de l'État a marqué, plusieurs fois, sa préoccupation pour la sécurité dans les métropoles camerounaises. Dans un discours prononcé le 2 octobre 1997 à Maroua, il a notamment déclaré: "Je m'engage à améliorer la sécurité dans nos villes, à réhabiliter la voirie, les adductions d'eau et les systèmes de fourniture d'électricité, à améliorer la salubrité" Le 11 octobre 1997 à Douala, parlant des nombreux défis qui interpellent le Cameroun, il situe celui de l'urbanisation accélérée parmi les tout premiers à relever : "Le premier de ces défis, c'est celui de l'urbanisation accélérée ; c'est aussi le défi majeur de tous les pays en cette fin de siècle. Tous les pays sont aujourd'hui confrontés à l'expansion accélérée des grandes métropoles urbaines. Douala, avec plus de 3 millions d'habitants dans une décennie, n'échappe pas à la règle. D'autres villes du pays commencent aussi à connaître ce problème. Tout est à faire ou à refaire. Il faut entretenir et accroître sans cesse les équipements urbains, les chaussées, les voiries, les bâtiments publics. Il faut aussi procurer à toutes les familles des adductions d'eau, l'électricité, le téléphone ainsi que des dispensaires et des écoles de proximité pour les enfants. Il faut surtout garantir à tous les habitants la sécurité et la tranquillité nécessaires à la poursuite de leurs activités ; l'insécurité grandissante est un fléau dans toutes les grandes villes ; c'est un phénomène mondial. Nous devons savoir l'affronter et engager une lutte sans merci contre le grand banditisme...". Joignant l'acte à la parole, le Chef de l'État camerounais a pris un certain nombre de décisions significatives dont :

- La création, par décret n°97/205 du 7 décembre 1997, d'un Ministère de la Ville chargé, dans les villes de compétence, d'une importante mission sociale consistant au développement social des quartiers et l'assainissement du secteur urbain.

IMPACT DE L'INSÉCURITÉ SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA POSTE CENTRALE DE YAOUNDÉ ET SES ENVIRONS

Une des causes de cette insécurité est la permanence des populations en cet endroit : Ces déplacements quotidiens sont dus notamment au souhait des habitants de retrouver un cadre de vie meilleure, une qualité de vie qui n'est plus possible à la périphérie. Ce phénomène a de nombreuses répercussions sur la ville et sur l'organisation de la périphérie

Sur le plan économique

Tableau n°2 : Infractions autour du centre urbain de Yaoundé

Infraction	Effectif absolu	Effectif relatif en%
Vol aggravé	1807	58,44
Coups et blessures	1160	37,51
Meurtre	80	2,58
Enlèvement/viol de mineur	28	0,90
Évasion	17	0,54
TOTAL	3092	100

Source : enquête de terrain, 2010.

Le tableau ci-dessus montre les différents types d'infractions autour du centre urbain de Yaoundé. À travers ces statistiques, nul ne peut ignorer l'impact de ces exactions sur l'économie du Cameroun en générale et ce milieu en particulier. Les exemples des zones à sécurité faible ont montré que le sentiment d'insécurité influence sur l'implantation des structures économiques de grande envergure

Sur le plan social

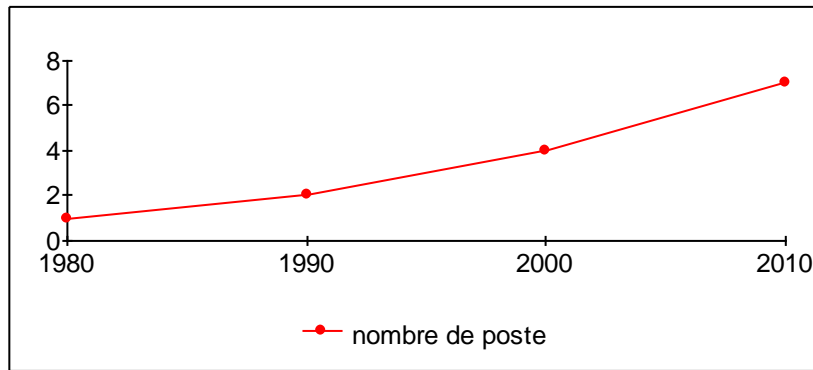
Il n'est pas facile de disposer de données statistiques globales sur l'insécurité au Cameroun. Néanmoins en parcourant la presse au quotidien, nous pouvons, même sans statistiques officielles, dire sans risque de nous tromper que le nombre de meurtres, de coups et blessures volontaires, d'enlèvements et des viols de mineurs ont rapidement augmenté ces dernières années dans les villes du Cameroun. Une violence structurelle s'est installée au point où aucune personne, communauté ou région n'est épargnée. Son alarmante évolution donne d'ailleurs l'occasion aux partis d'opposition de stigmatiser la passivité du gouvernement, et aux autorités en charge de la sécurité, de donner la réplique d'autant plus que la couche victime et génératrice de l'insécurité dans le centre urbain est en majorité des marginalités sociales. Ce sont en majorité des jeunes de 8 à 28 ans ayant une situation familiale précaire. Les parents n'ayant pas les moyens de subvenir à leur besoin ces derniers se démerdent comme ils peuvent et usent de tous les moyens nécessaires. Pour cela, venir à bout de cet insécurité dans cet espace demanderait une rupture de la fracture sociale et l'occupation instantanée de la population urbaine.

SOLUTIONS

Face à la croissance sans cesse de l'insécurité dans le centre urbain de la ville de Yaoundé, il y eut, entre autres mesures du président de la république et de ses gouvernements entre autre. La réorganisation de la Police, avec de nouvelles missions assignées. Aujourd'hui, une autre réponse du gouvernement est la création de nouvelles unités de police. Pas moins de 19 commissariats centraux créés, ainsi que 16 commissariats de sécurité publique, 44 d'arrondissements, 12 de renseignements spéciaux, 26 postes de police des frontières et 6 antennes de surveillance de territoire. Avec cette statistique qui s'avère insuffisante, on

constate que sur 987 éléments de police contre 3000 éléments souhaitables, la majorité est affectée à la garde des personnalités. 7 % seulement de ces éléments sont des femmes, ce qui reste insuffisant pour le maintien de la sécurité à cet endroit. Néanmoins, les postes de polices ont été renforcés au centre urbain de la ville de Yaoundé, passant du simple au triple notamment en face de la voirie municipale, derrière la poste centrale, en face Acropole, au carrefour du marché Mvog-Mbi, au marché centrale, et au marché du Mfoundi.

Figure 1 : accroissement des postes de police dans le centre urbain de Yaoundé



Source : Archive section de la sécurité urbaine et enquête de terrain, 2011

Pour lutter contre l'insécurité en termes géographiques il est fait appel aux notions anglo-saxonnes d'« espace défendable » ou de « prévention situationnelle », qui visent à donner l'impression d'un espace moins criminogène en le rendant inconfortable pour le contrevenant (visibilité par autrui, suppression des moyens de fuite, etc.). Il s'agit de procéder à divers aménagements architecturaux et à promouvoir la présence physique d'agents de sécurité et/ou de médiation, ainsi que de surveillance comme le fait la commission de sécurité du centre urbain des services de la communauté urbaine

CONCLUSION

Comme l'affirme Yves Michaud, « la plupart des sociétés comportent des sous-groupes, dont le niveau de violence est sans commune mesure avec celui de la société ou, du moins, avec les évaluations communes qui y prédominent : tel est le cas des groupes militaires, des gangs de jeunes ou des équipes sportives ». Tel est aussi le cas des jeunes qui produisent la violence urbaine telle que définie plus haut. Dans les groupes que ces jeunes forment, la violence serait même la norme : il y serait bien vu d'avoir fait de la prison. Ce passage crédibiliserait un individu et, ce faisant, lui permettrait de ne plus avoir recours à la violence physique directe pour être respecté. Dans ces conditions d'inversion de la norme, même les luttes de pouvoir entre les jeunes d'un même groupe sont des luttes violentes, et cela a d'énormes conséquences sur leur espace environnant, qui est aussi celui des tiers : sur la ville, sur son mobilier urbain, sur les transports urbains, etc.

En tant que victimes directes ou indirectes de ces violences, les tiers souffrent souvent bien moins de la douleur infligée que de leur incapacité à réagir de façon appropriée à la violence qui l'inflige, c'est-à-dire en fait, le plus souvent, par la violence. Ainsi, une grande partie des traumatismes dont ils souffrent après avoir été agressés d'une manière ou d'une autre relève en fait de leur extrême loyalisme à l'égard de l'État, lequel leur enjoint de ne pas céder à la

violence même quand celle-ci s'impose à eux. Ils peuvent dès lors exiger des autorités en retour à ce qu'ils ressentent comme un sacrifice une reconnaissance qui puisse les instituer en tant que victimes, victimes éventuellement qualifiées pour parler et agir contre la source de la violence qui les a atteints. Ce serait là l'ultime défi que posent les violences urbaines aux pouvoirs publics. En dégradant le cadre de vie de tous, elles transformeraient chacun en producteur de doléances auxquelles les autorités devront tôt ou tard répondre si elles ne veulent pas perdre la confiance des citoyens ou leur obéissance.

BIBLIOGRAPHIE

1. **ABEGA, Prosper**, (1989) : "Prêtre à la Briqueterie", in *Politique Africaine*, n°35, Paris, Karthala.
2. **BEAUD S. PIALOUX M.** (2003), *Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Hachette, Paris, 426 p.
3. **BOLE, Christina**, (1999): "Prostitution amongst female students. A case study of Bonamoussadi", mémoire INJS.
4. **CASTEL R.** (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490 p.
5. **DURAND LASSERVE A.** (1986), *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers-Monde., Accès au sol et au logement*, L'Harmattan, 198 p.
6. **ELA, Jean-Marc**, (1983) : *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala.
7. **MFOULOU Jean et al.** , (1994) : "Évaluation participative de la pauvreté à Yaoundé" Enquête pour la Banque Mondiale.
8. **NGA NDONGO, Valentin**, (1975) : "Ethnosociologie du bar à Yaoundé", mémoire de DES de Sociologie, Université Fédérale du Cameroun.
9. **PNUD, 1998** : *La pauvreté au Cameroun*.
10. **SANTOS M.** (1972), *Les villes du Tiers Monde*, Paris, 417 p.
11. **SCHNEIER-MADANES G.**, (1980) *Marginalité spatiale : états et revendications ; le cas des villes latino-américaines*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 95 p.
12. **SÉCHET R.** (1996), *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan, 1996, 213 p.
13. **ZOA, Anne-Sidonie**, (1995) : *Les ordures à Yaoundé*, Paris, L'harmattan.